EPOCH TIMES

THE NEW TIMES

09 - 15 JUIN 2014 · ÉDITION FRANÇAISE N° 278 · WWW.EPOCHTIMES.FR

Brésil

De la misère de la rue à la gloire des matchs

P. 5 - INTERNATIONAL

AFP/GETTY IMAGES

Affaire BNP-Paribas : remise en cause du projet TAFTA ?

Charles Callewaert

L'amende record de 10 milliards de dollars qui menace la banque BNP-Paribas pourrait créer d'importants dommages collatéraux dans les relations franco-américaines, et remettre en cause la conclusion du projet TAFTA de traité de libre-échange transatlantique entre l'Europe et les États-Unis.

P. 3 - FRANCE

CHRISTOPHE ENA/AFP/GETTY IMAGES

Réforme pénale : victoire fragile pour Christiane Taubira

David Vives

C'est devant une assemblée quasi-vide que Christiane Taubira a entamé mardi dernier la présentation de son projet de loi sur la réforme pénale. Comme si après des mois de discussions sur le sujet, la fatigue l'avait déjà emporté chez les députés des deux camps. Quelques jours plus tard, à l'heure du vote de la contrainte pénale, l'enthousiasme peine toujours à montrer son nez dans l'hémicycle : seuls 21 députés se sont prononcés – elle a été adoptée avec 16 voix pour et 5 contre, l'UMP s'étant abstenue.

P. 2 - FRANCE

Échanges d'influence en Amérique latine

Par Jill Richardson

Ces 15 dernières années, la Chine, autrefois partenaire économique relativement insignifiant en Amérique du Sud, est devenue le premier partenaire commercial de certaines des plus grandes puissances économiques du continent.

Dans de nombreux cas, la Chine a détrôné les États-Unis sur son propre terrain. Depuis 2000, les exportations de l'Amérique du Sud vers la Chine ont crû massivement avec un taux annuel moyen de 23 %.

Cependant, ces chiffres relativement prometteurs dissimulent le fait que ces dernières années, ce taux a chuté jusqu'à 7,2 % en 2012. Ce ralentissement peut être en partie expliqué par la chute des prix des matières premières. Bien que le volume des exportations d'Amérique du Sud vers la Chine ait grandi, la volatilité des prix a entraîné la stagnation, voire le déclin de la valeur de ces exportations.

Plus de 50 % des exportations d'Amérique latine sont regroupés dans trois secteurs : le cuivre, le fer et le soja.

P. 6 - INTERNATIONAL

NELSON ALMEIDA/AFP/GETTY IMAGES

Normandie : terre de mémoire

P. 7 - 70E ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION

Escapade à Malaga

P. 8 - VOYAGE

Le saumon sauvage menacé

P. 9 - ENVIRONNEMENT

Ouyang Xun calligraphe de talent

P. 10 - CIVILISATION CHINOISE

CHINE

167 821 349

citoyens ont quitté le Parti communiste chinois et ses organismes affiliés.

P. 6 - INTERNATIONAL

CONTACTEZ-NOUS

Courrier des lecteurs
courrierdeslecteurs@epochtimes.fr

Téléphone 01 45 86 41 95

Réforme pénale : victoire fragile pour Taubira

Suite de la première page

Pourtant, les désaccords qui prenaient place au sein même du gouvernement promettaient une bataille difficile à la garde des Sceaux, aux arrière-goûts de ce qui s'était passé lors du mariage pour tous. Pourtant, le débat n'a pas eu lieu, la réforme est donc passée, après un durcissement préalable en commission. Les mesures décidées dans cette réforme, adoptée dans une procédure rapide, prendront effet avant mi-août, après un examen préalable au Sénat au mois de juin.

À l'heure actuelle, la ministre se déclare « *réjouie* » de la situation. Pourtant, la complexité de la mise en œuvre de la réforme et sa popularité très relative ne jouent pas vraiment en sa faveur.

THOMAS SAMSON/AFP/GETTY IMAGES

La garde des Sceaux Christiane Taubira s'entretient avec une gardienne de la prison de Nanterre le 25 avril dernier.

Laxisme, vous avez dit laxisme ?

Côté UMP, chacun y va de son mot, et si la forme et les manières sont différentes, tout se résume en un mot : « *laxisme* ». Rachida Dati, qui occupait anciennement la fonction, reproche à Christiane Taubira de vouloir « *vider les prisons* », le député UMP Georges Fenech évoque une « *calinothérapie* » sur la sortie de la ministre concernant les peines sèches. Pour le député UMP Éric Ciotti, en supprimant les peines planchers, le message envoyé aux délinquants potentiellement récidivistes est très mauvais. Sergio Coronado, député écologiste, estime que la mise en place tardive de la contrainte judiciaire (prévue en 2017, donc sujette à ne jamais voir le jour) revient à « *se moquer du monde* ».

Dans son propre camp, les soutiens ne se bousculent pas. Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, a protesté suite au durcissement en commission, une attitude similaire à celle de Manuel Valls – opposé à la contrainte pénale – qui a pressé le président de rappeler à l'ordre sa ministre. Selon *Le Monde*, François Hollande aurait donc recadré Christiane Taubira en lui demandant de veiller à « *garder la logique et les équilibres du texte et à faire attention aux amendements qui pourraient venir* ».

Ce n'est pas non plus auprès du peuple français que la ministre trouvera le soutien qui lui fait défaut ; dans une enquête menée conjointement par l'Institut pour la Justice et le CSA, 60 % des sondés désapprouvent la suppression des peines planchers, 66 % la libération sous contrainte et 69 % la création d'une contrainte pénale. La moitié des sondés estiment que la réforme mènera à une montée de la délinquance, et 70 % auraient préféré un renforcement des jugements à l'égard des récidivistes.

Quel avenir pour les alternatives à l'enfermement en France ?

Mais qu'importe la critique, la ministre tient son cap. C'est sur la base de rapports – une « *analyse du réel* », selon les termes de la garde des Sceaux, que cette nouvelle réforme trouve sa justification. « *Nous sommes dans une philosophie et un rapport à la justice différents* », affirme-t-elle à ses détracteurs, soulignant que l'« *inflation législative* » et la sévérité n'ont pas fait reculer la récidive. D'après la ministre, le nombre de détenus a augmenté de 35 % en dix ans alors que le taux de récidive est passé de 4,9 % en 2001 à 12,1 % en 2011 ; de plus, le rapport semble indiquer que les condamnés bénéficiant d'aménagements de peine se représentent moins souvent devant la justice.

Le Conseil de l'Europe souligne aussi l'importance de développer les mesures alternatives et de faire baisser le niveau des courtes peines (inférieures à un an de prison). Arrivant aux mêmes conclusions que la ministre, le Conseil estime que les courtes peines sont un facteur important de récidive. Mais il n'y aurait pas trop à s'en faire : en effet, selon l'étude Space II, et sous réserve des données disponibles, la France est un pays d'Europe pratiquant le plus la probation. En 2012, dans notre pays, le nombre de prisonniers bénéficiant d'alternatives à l'emprisonnement était de 187 614.

Reste que pour la réforme pénale, les difficultés ne font peut-être que commencer. Pour le Syndicat de la magistrature, « *la confusion est totale* ». « *C'est une atteinte fondamentale à la séparation des pouvoirs et, sous prétexte d'efficacité, des prérogatives relevant strictement de l'autorité judiciaire, garante constitutionnelle des libertés individuelles* », explique-t-il. Les conseillers d'insertion devront ainsi faire face à un paradoxe : donner sa chance au détenu par une mesure probatoire sachant que le préfet pourra le renvoyer en prison.

Réforme pénale

Quoi et comment ?

En premier lieu, la réforme supprime les « peines planchers », mesure phare de l'ère de Rachida Dati, votée en 2007. La réforme prévoit ensuite l'application de la « *contrainte pénale* », c'est-à-dire une peine de probation destinée à remplacer l'emprisonnement – en imposant par exemple un suivi médical, des sanctions réparatrices, une formation – et assortie d'un certain nombre de restrictions et d'obligations. Visant initialement les peines de moins de cinq ans, la contrainte pénale a été portée à tous les délits.

Dans la lignée de ces mesures, Christiane Taubira compte mettre fin aux « *sorties sèches* » des détenus ayant purgé leur peine au complet sans avoir bénéficiés de libération conditionnelle. Désormais, il y aura une évaluation systématique de la situation du détenu aux deux-tiers de sa peine, et selon les cas, le juge d'application des peines sera en mesure de décider d'une « *sortie sous contrainte* ».

Pour appuyer l'effort du suivi des condamnés dans le cas de peines alternatives à l'emprisonnement, la ministre a annoncé la création de 1 000 postes supplémentaires d'ici à 2015 dans les services de probation et d'insertion (SPIP). D'autre part, le nombre des dossiers suivis par les conseillers sera réduit à 40 (contre 120 actuellement). « *Alors là, nous atteindrons l'objectif de quarante dossiers, quarante personnes suivies* », affirme la ministre.

Une réforme territoriale qui ne convainc pas les Français

Ivo Paulovic

L'avancée du projet phare du gouvernement visant à réduire le nombre de régions françaises se concrétise. Dans la lignée annoncée par Manuel Valls plusieurs semaines auparavant, le président Hollande a exprimé, la semaine dernière, le fond du projet de réforme territoriale. Dans un souci de modernisation et de simplification, le président propose la fortification des intercommunalités et la diminution du nombre des régions de 22 à 14, ce qui n'a pas manqué de créer des remous dans l'opinion publique. Un récent sondage révèle la méfiance des citoyens vis-à-vis de cette réforme et met à jour l'attachement des Français à un découpage administratif qui semble découler de la diversité des cultures locales qui font la richesse de la culture traditionnelle française.

La région, une entité administrative

Depuis leur création par le décret Pflimlin le 30 juin 1955 et leur entérinement par la loi de décentralisation de Gaston Defferre de 1982, les régions françaises existent en tant qu'entités géographiques à part entière. Celles-ci sont en rupture avec les limites provinciales d'avant la Révolution et répondent par une construction purement rationnelle à des exigences administratives et politiques.

Dans cette optique, la réforme territoriale prévoit de rééquilibrer le rapport entre les régions : « *leurs ressources ne correspondent plus à leurs compétences, qui elles-mêmes ne sont plus adaptées au développement de l'économie locale* », a précisé François Hollande dans sa tribune du 3 juin en ajoutant qu'il proposait de soumettre la réforme au débat parlementaire. « *Dans ce nouveau contexte, le Conseil général devra à terme disparaître* », a-t-il rappelé pour confirmer les engagements du Premier ministre. En outre, le président promet plus de responsabilités accordées aux régions et une gestion tenue par des assemblées de taille raisonnable, c'est-à-dire avec moins d'élus. Cette mesure s'apparentant à la simplification du millefeuille administratif devrait être source d'économies à long terme à hauteur de plusieurs milliards d'euros, a stipulé le secrétaire d'État André Vallini.

Cependant, d'après Alain Rousset, président de l'Association des régions de France et président socialiste d'Aquitaine, l'État ne fera pas d'économies avec la fusion des régions, car l'égalisation des salaires des fonctionnaires territoriaux devrait être plus onéreuse. Selon lui, c'est dans le renforcement des intercommunalités que l'État devrait trouver des marges.

GETTY IMAGES

La réforme territoriale prévoit de rééquilibrer le rapport entre les régions.

« *Une petite République dans la grande* » ne fait pas l'unanimité

« *Au plus près des habitants, la commune est l'institution à laquelle chaque Français est le plus attaché* », avance le président Hollande. L'intégration des 36 700 communes au sein d'intercommunalités doit « *se poursuivre et s'amplifier* », précise-t-il. À partir du 1er janvier 2017, l'intercommunalité deviendra la structure de proximité et d'efficacité de l'action locale et devra regrouper 20 000 habitants contre les 5 000 actuels.

Cependant, d'après un sondage Ifop, 58 % des Français déclarent la nécessité d'un référendum sur la question. Cette réforme ne récolte pas en effet les faveurs de l'opinion publique car jugée « *non satisfaisante* » par 56 % des Français selon un sondage BVA pour I-Télé. D'après ce même sondage 54 % des Français seraient même enclins à penser qu'elle est « *destinée à donner une meilleure image du gouvernement* », contre 44 % des interrogés qui appréhendent la nécessité de redonner plus de poids aux régions et de réduire la dépense publique.

Quant aux départements qui ont jadis été les pierres angulaires de la décentralisation de la Première République créée en 1792, ceux-ci resteront « *une circonscription de référence essentielle pour l'État* », a communiqué le président, coupant court aux spéculations sur un retour en arrière quant aux valeurs républicaines.

EPOCH TIMES

Par Aurélien Girard

Écologie militaire

Le 6 juin a célébré, sur les plages de Normandie, la fin des guerres d'hier. Dans la même semaine, France, Chine et États-Unis annonçaient de nouveaux efforts pour prévenir ce que pourraient être les guerres de demain.

Dans cette optique, un des temps majeurs de la diplomatie française en 2015 sera l'organisation à Paris d'une conférence internationale sur le sujet. Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius en fait un des ses objectifs principaux et, pour la préparer, a dans un surprenant communiqué en date du 2 juin, annoncé un entretien avec… les présentateurs météo des grandes chaînes de télévision et de radio du PAF.

Car la conférence en question ne traitera pas de prolifération nucléaire ni de la situation en Ukraine, en Syrie ou en mer de Chine, mais bien du changement climatique. Le ministre souhaite que les grands médias – par l'intermédiaire de monsieur ou madame Météo – travaillent dès maintenant à sensibiliser les téléspectateurs aux enjeux du réchauffement.

« *Préparer les populations* » : la formule même évoque une guerre, une guerre sans camps définis, sans idéologie. Après les deux conflits mondiaux et les oppositions de nations, après la guerre froide et les oppositions d'idéologies, l'humanité est passée aux guerres de soif : les industries ont eu soif d'essence, et il y a eu guerre, couverte ou ouverte, pour le pétrole. Maintenant que les ressources naturelles de la planète s'épuisent à force de surconsommation, de sécheresses et de catastrophes naturelles, se profilent une guerre du blé, une guerre du riz, une guerre de l'eau.

D'un côté, un tiers d'obèses dans les pays riches, un tiers de la production agricole gaspillée ; de l'autre, une personne sur huit dans le monde qui souffre de la faim, une personne sur sept qui n'a pas accès à l'eau potable : les services de renseignement, peu suspects de faire dans l'humanitaire, ont prévenu des conséquences.

Devant l'académie militaire de Westpoint le 2 juin, Barack Obama a décrit le changement climatique comme une « *crise rampante pour la sécurité nationale* » et a fait l'annonce historique du plafonnement des émissions de CO2 nationales. Alors que les États-Unis avaient avec la Chine fait échouer la conférence sur le climat de Copenhague en 2009, les émeutes de la faim et tous les « printemps arabes » ont donc fait comprendre que l'écologie n'est pas seulement une question de respect pour Dame Nature. Car en Tunisie comme en Égypte ou en Syrie, ce n'est pas un besoin quelconque de démocratie qui a lancé les révoltes, mais bien le manque de moyens de survie. Dans la récente campagne présidentielle en Égypte comme il y a trois ans et bien avant « *liberté et justice* », on a entendu : « *du pain* ».

Reflet fidèle, quoi qu'on en dise, de l'opinion réelle des masses et à la grande frustration des associations de protection de l'environnement, les décideurs politiques se fichent du sort de la baleine bleue et s'accommodent très bien de la fonte des glaciers, tant que cela ne provoque pas, pour qui une montée du terrorisme, pour qui un risque de révolte. Du fond de son nuage toxique, la Chine elle-même – premier pollueur mondial – murmure qu'elle pourrait être prête à revoir sa position sur les émissions de CO2. Alors peut-être, dans la course de vitesse entre le danger croissant et nos compréhensions tardives, la guerre n'aura-t-elle pas lieu.

Affaire BNP-Paribas : une remise en cause du projet TAFTA ?

Suite de la première page

CHRISTOPHE ENA/AFP/GETTY IMAGES

Derrière l'arbitrage de l'affaire BNP-Paribas se joue l'équilibre du prochain traité transatlantique.

Risque de crise de confiance entre l'Europe et les États-Unis

C'est, en marge des cérémonies de commémoration du 70e anniversaire du débarquement, le message que François Hollande n'aura pas manqué de faire passer à son homologue américain Barack Obama. Dans un entretien accordé au journal *Le Monde* du 6 juin, rappelant que la France respectait totalement l'indépendance de la justice américaine, le ministre des Finances Michel Sapin a souligné que « *si les faits reprochés s'étaient déroulés en France et en euros, il n'y aurait pas eu d'affaire* ». Il a également estimé qu'avec une amende à ce niveau, « *il y aurait disproportion manifeste* » avec les faits reprochés. Face à l'hégémonie du dollar, il a exprimé son soutien « *au renforcement de l'euro comme monnaie de confiance dans les échanges internationaux* ». Michel Sapin a enfin clairement rappelé que cette affaire ne devait pas « *rompre la confiance* » entre l'Europe et les États-Unis mais qu'elle pouvait « *affecter les discussions en cours sur le traité de libre-échange* ».

Opacité des négociations sur le TAFTA

L'affaire BNP-Paribas pourrait cependant n'être qu'un prétexte pour reporter les négociations en cours sur un traité dont les récentes élections européennes ont permis de dénoncer l'opacité des négociations et les risques qu'il pourrait faire courir à l'Europe.

Selon un sondage *CSA-L'Humanité* réalisé entre le 14 et le 16 mai dernier, seuls 16 % des Français déclarent bien savoir ce dont il s'agit et 55 % n'en ont jamais entendu parler. Interrogés sur leur perception de ses avantages, seuls 28 % ont le sentiment qu'il représente une chance pour la France, 30 % pour l'Europe, mais 63 % pour les États-Unis. Enfin, 70 % des Français estiment anormal que les négociations soient menées de façon confidentielle.

Une zone de libre-échange occidentale de 820 millions de personnes

Le projet TAFTA (Transatlantic Free Trade Area) consiste à créer une vaste zone de libre-échange transatlantique regroupant les États-Unis et les pays européens, soit 820 millions de personnes représentant presque la moitié du PIB mondial. Il est en discussion depuis près de 10 ans, mais les négociations se sont accélérées, il y a un an, et le cinquième *round* entamé ce lundi 19 mai à Arlington (États-Unis) a permis aux opposants d'attirer l'attention des médias sur ce qu'ils considèrent comme un marché de dupes avec les États-Unis.

> La faiblesse des institutions européennes face à la puissance de la justice américaine.

Cette zone de libre-échange, où les droits de douane déjà faibles entre l'Europe et les États-Unis seraient totalement supprimés, devrait renforcer l'unité économique du monde occidental et l'aider à maintenir son *leadership* face aux pays émergents dont la puissance économique est croissante. Selon ses défenseurs, elle permettrait un regain de croissance évalué à 0,5 % de PIB et la création de millions d'emplois. Les détracteurs, quant à eux, mettent en avant les promesses d'emplois non tenues par les autres zones de libre-échange, et la perte sèche de 18 milliards de dollars de droits de douane, soit 14 % du budget de l'UE.

Au cœur du TAFTA, la guerre des normes et de l'arbitrage

Les réglementations et normes nationales qui permettent à un pays de préserver son unité économique sont perçues par les entreprises multinationales comme des barrières à l'entrée de leurs produits. L'harmonisation des normes, c'est-à-dire l'adoption d'une règlementation unique, soit américaine soit européenne, est donc au cœur des négociations. À titre d'exemple, une polémique est apparue en France à propos des poulets quant à l'adoption éventuelle des normes américaines qui exigent que ceux-ci soient lavés au chlore avant leur commercialisation. Il s'agit donc d'un vaste jeu de « *donnant-donnant* », où chaque partie lâche sur ce qui lui pèse le moins pour pouvoir imposer ce qui lui est le plus bénéfique. Le problème est, qu'à ce jeu, les Américains, qui forment un ensemble déjà unifié au niveau normatif, apparaissent bien mieux armés que les Européens dont l'espace reste dominé par un morcellement des réglementations nationales.

Perte de pouvoir des États européens face aux multinationales américaines ?

Un autre sujet déterminant est celui du règlement des litiges opposant les entreprises aux États. Selon le traité, les entreprises auraient, non seulement, la possibilité de poursuivre les États lorsque leur politique entraverait leur activité commerciale, mais le pouvoir d'arbitrage serait conféré à une autorité indépendante, même lorsque des questions de santé publique sont en jeu. Les États européens risquent donc de se trouver en position de faiblesse face aux multinationales américaines, comme c'est déjà le cas avec l'Uruguay, petit pays au PNB de 50 milliards de dollars dont la législation anti-tabac est attaquée par Philip Morris International, un cigarettier géant pesant quelque 77 milliards de dollars.

Inversement, l'affaire BNP-Paribas démontre bien la faiblesse des banques, et par ricochet, celle des grandes entreprises européennes, face à la puissance de la justice américaine combinée à l'hégémonie du dollar. L'Europe ne joue assurément pas encore à armes égales avec les États-Unis.

L'Europe doit se consolider avant les négociations

Même négocié au mieux par les experts de la Commission européenne, ce traité TAFTA va impacter chaque Européen dans sa vie quotidienne. Les chefs d'État lui ont donné pouvoir pour négocier en leur nom un traité qui doit ensuite être approuvé par le Parlement européen.

Alors que son marché unique existe depuis près de vingt ans, l'Europe souffre de déséquilibres fiscaux, sociaux, et réglementaires issus des législations nationales des 28 pays qui la composent. De leur côté, les États-Unis, avec une structure fédérale opérationnelle depuis longtemps et le dollar comme bras armé de leur politique, sont clairement en position de force. Si le morcellement et la diversité de l'Europe sont à l'origine de sa puissance passée, ils constituent à présent une faiblesse majeure qu'il est prioritaire de corriger avant de finaliser toute négociation commerciale transatlantique.

Un nouveau langage sur les bancs de l'école

Sarita Modmesaïb

Le codage bientôt enseigné à l'école primaire ? Cette activité, dévolue jusque-là aux seuls programmateurs et développeurs informatiques, fait l'objet de tractations entre communautés éducatives, gouvernement et entreprises. Le code, cet ensemble d'instructions permettant de créer un programme informatique, est une forme de langage entre l'humain et la machine. Ce langage, nombreux sont ceux qui souhaitent le populariser et même l'initier dès le plus jeune âge, dans les cours élémentaires. Car, pour passer de la consommation à l'élaboration, il semble qu'il n'y ait qu'un pas : « *L'informatique façonne le monde moderne. Il faut casser la frontière entre ceux qui sont capables de créer, et ceux qui resteront des consommateurs d'écrans* », affirme ainsi l'académicien et professeur au Collège de France, Gérard Berry.

Dans un rapport d'information intitulé « *Développement de l'économie numérique* », les députées Corinne Erhel (PS) et Laure de La Raudière (UMP) insistent sur la nécessité d'« *éveiller les élèves dès l'école primaire* » et de créer « *un enseignement dans le secondaire* ». Axelle Lemaire, secrétaire d'État au Numérique, a elle aussi lancé un appel aux écoles afin de développer le codage numérique, mais avec un bémol, car cet enseignement serait présenté sous forme d'initiation au codage et réalisé, non pas pendant le temps scolaire, mais pendant les heures d'ateliers périscolaires, effectives sur l'ensemble du territoire dès la rentrée prochaine.

PASCAL PAVANI/AFP/GETTY IMAGES

Une initiation au codage est préconisée par la secrétaire d'État au Numérique Axelle Lemaire, non pas pendant le temps scolaire, mais pendant les heures d'ateliers périscolaires.

Les Français favorables à cet enseignement

L'initiation à ce langage numérique semble trouver l'adhésion des parents comme le montre ce sondage BVA pour Syntec Numérique, rendu public le 21 mai : 87 % des Français considèrent qu'il est important que le codage et la programmation informatique soient enseignés à l'école et 41 % d'entre eux préféreraient une initiation à partir du collège. Presque la moitié d'entre eux (49 %) y voient un avantage pour mieux connaître l'informatique et faciliter la vie quotidienne, mais aussi des bénéfices au niveau professionnel (47 %) et pour favoriser l'orientation scolaire (37 %). Surtout, face à un chômage prégnant, les Français y voient une véritable ouverture vers un secteur très demandeur, enregistrant 35 000 créations de postes pour l'année 2014 seule.

Et pour enseigner ces programmes, 79 % des Français souhaiteraient bénéficier d'enseignants spécialisés en numérique.

> 87 % des Français sont pour le codage et la programmation informatique.

De quoi parle-t-on ?

Seulement, quand on constate une désaffection croissante pour le métier d'enseignant, quand près de la moitié des postes de professeur de maths demeurent vacants, faute de candidats suffisants au CAPES, il semble difficile d'accéder à ce souhait.

À cela s'ajoutent des emplois du temps bien chargés et des apprentissages qui peinent souvent à être assimilés, les derniers résultats de PISA le prouvent, le niveau global des petits Français baisse quant aux fondamentaux – le lire, écrire, compter – et les décideurs de l'Éducation nationale demeurent encore circonspects quant au bien-fondé du développement de cet enseignement.

En outre, se pose le problème de la formation des enseignants du primaire et surtout de la disponibilité du matériel : les parcs informatiques sont encore insuffisants, voire inexistants, dans nombre d'établissements scolaires et l'accès à Internet demeure tout aussi fractionné dans certaines régions.

Parallèlement, chez les plus grands, la possibilité de s'initier au codage est déjà une réalité : en effet, une option Informatique et Sciences du Numérique (ISN) est maintenant proposée en mathématiques aux élèves de Terminale S depuis septembre 2012 et en première S depuis septembre 2013. Le projet initial de l'étendre aux autres sections à la rentrée 2014 a été suspendu depuis. « *L'expérimentation menée dans l'académie de Montpellier montre que la réflexion sur le contenu de cet enseignement doit encore être approfondie* », a ainsi précisé l'entourage du ministre de l'Éducation.

En attendant, il existe des sites qui permettent déjà à tout un chacun de s'initier à la pratique du codage informatique. La plateforme Codecademy, plébiscitée par la Maison Blanche, est maintenant disponible en langue française et permet l'enseignement du HTML à distance aux enfants de 7 à 15 ans. La traduction du site est l'aboutissement du projet mis en place par Bibliothèque sans frontières, une ONG qui œuvre aussi afin de proposer une initiation au code à des enfants par le biais du programme « *Les voyageurs du Code* », une communauté de médiateurs et formateurs au numérique pouvant intervenir gratuitement dans les bibliothèques, associations ou écoles afin de promouvoir leur « *conviction que la maîtrise du code est aujourd'hui de plus en plus essentielle pour faire émerger des générations de citoyens numériques éclairés et inventifs.* »

Brésil

De la misère de la rue à la gloire des matchs

David Vives

Carla est brésilienne, mais elle n'ira pas au Mondial. Dans une vidéo partagée plus de 50 000 fois sur Facebook, la jeune femme dépeint le sort plutôt triste d'une grande partie de la population brésilienne que l'organisation de la Coupe du Monde 2014 aura oubliée, pour ne pas dire sacrifiée.

La jeune femme déplore que « *dans un pays où l'analphabétisme peut atteindre 21 % dans certaines régions et 10 % en moyenne, qui compte 13 millions de personnes souffrant de malnutrition et où beaucoup de personnes meurent faute de traitements* », l'argent des impôts part dans la construction des stades et le gros des bénéfices engendrés par le tourisme est redistribué aux plus riches du pays.

Défaitiste ? Pas tant que ça ; à l'intérieur du pays, le foot n'est plus simplement une passion, mais une boussole qui infléchit sur la plupart des décisions publiques, au détriment d'une situation sociale qui enfle régulièrement à l'approche de l'événement.

À deux pas des grands stades, des tragédies ordinaires

Douglas Rafael, *alias* DG, un jeune danseur de 25 ans, est connu pour avoir participé à plusieurs émissions de télévision. Il a tourné un court-métrage de 6 minutes dénonçant la violence policière et les bavures, dans lequel il mourait au coin d'une rue, assassiné par la police. Sinistre présage ? DG est mort, tué par balles, il y a quelques jours, dans une *favela*. De nombreux habitants ont témoigné avoir vu des policiers s'enfuir, couverts de sang. La tragédie a embrasé le quartier et des protestations ont eu lieu. Au cours de celles-ci, des affrontements ont suivi et un autre jeune, Edilson dos Santos, a reçu une balle dans la tête. Cette scène s'est déroulée dans les collines des *favelas* surplombant Copacabana et Ipanema, deux des quartiers les plus touristiques de Rio de Janeiro. L'histoire est tragique mais n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan.

100 000
BRÉSILIENS EXPULSÉS

Comme on imagine mal les touristes occidentaux zigzaguer entre les fusillades, à l'image des habitants des quartiers, le gouvernement a soigneusement déroulé un plan pour les *favelas*. Le budget consacré à la sécurité des sportifs et des touristes atteint 900 millions d'euros – soit le double de l'Afrique du Sud, en 2010. La sécurité publique a été dotée de nouveaux programmes et de nouvelles technologies : la Police de Pacification (UPP) a d'abord été déployée dans 18 grandes *favelas*, toutes proches des quartiers touristiques. Au début, cette police, qui avait pour but d'établir des liens avec la population, avait effectivement obtenu son soutien mais elle fait désormais l'objet de vives polémiques.

> Il existe une expression populaire dans le pays : « Cacher la poussière sous le tapis »

MICHAEL REGAN/GETTY IMAGES

Rio de Janeiro – De jeunes Brésiliens jouent au football sur la plage de Botafogo.

Exit la consultation populaire

Dans des quartiers délaissés jusque-là par les pouvoirs publics, d'autres préparatifs ont été vus en grand. À Rio de Janeiro, un programme de « *transformation urbaine* » a justifié l'occupation musclée des UPP, ainsi que l'expulsion forcée des habitants des zones sensibles. À ce jour, dans le pays, on compte 8 350 familles pauvres expulsées de leurs maisons, sans contrepartie. D'après Amnesty International, ces évacuations concernent près de 100 000 Brésiliens, qui n'ont parfois que le temps d'emporter avec eux un matelas.

Au Brésil, la centralisation des décisions, le monopole d'action et l'inflexibilité que s'attribuent les pouvoirs publics compliquent sérieusement les rapports entre autorités publiques et citoyens. Selon les dires de Carlos Vainer, chercheur brésilien, Rio est ainsi devenue l'une de ces « *villes d'exception* », qui « *transforme le pouvoir en instrument pour mettre la ville, de façon directe et sans médiation dans la sphère politique, au service de l'intérêt privé* ».

Des associations adressent parfois des plans d'urbanisation alternatifs couvrant les besoins essentiels des populations de quartier. D'autres habitants manifestent, demandent plus de transparence dans les dépenses publiques et mènent des campagnes de sensibilisation.

La paix sociale

D'après Carla, il existe une expression populaire dans le pays : « *Cacher la poussière sous le tapis* ». « *Certains hommes politiques disent que la Coupe du Monde et les Jeux olympiques sont les mesures dont le pays a besoin pour que tout s'améliore* », dit-elle. « *On n'a pas besoin de stades, mais d'éducation !* »

Au Brésil, en ce moment, le foot est un splendide tapis persan et d'après des experts, la paix sociale dépendra des résultats de l'équipe nationale. Lourde responsabilité que celle de la sélection, qui devra faire avaler aux Brésiliens une pilule à 11 milliards d'euros, le coût de l'organisation.

Cyberespionnage

Snowden, un an après

David Vives

L'héritage d'Edward J. Snowden, qui espérait susciter un questionnement sur la cybersurveillance mondiale, n'était peut-être pas ce à quoi pouvait s'attendre l'ex-employé de la NSA. En plus d'avoir considérablement affaibli la position dominante des États-Unis et leur crédibilité internationale dans les mesures de gouvernance du web, il semble que les cyberattaques visant le pays se soient multipliées.

De nombreux observateurs notent que depuis l'affaire Snowden, les cyber espions ont de moins en moins peur d'être pris la main dans le sac. « *Croyez-le ou non, Snowden a incité les autres États à accroître leur activité, et leur audace* », a déclaré Casey Fleming, PDG de BlackOps Partners Corporation, une compagnie de contre-espionnage commercial protégeant des entreprises d'État. D'après les données de Fleming, confirmées par d'autres enquêtes indépendantes, les cyberattaques contre les compagnies commerciales se sont multipliées par cinq, et on compte aussi une augmentation de l'espionnage interne. Verizon, pour sa part, indique que sur 511 tentatives de violations, 306 ont été fructueuses ; la moitié de ces attaques ont été identifiées comme provenant d'Asie. Selon le rapport de l'année dernière, 96 % des cyberattaques étaient imputées à la Chine.

Dans un effort de tracer une ligne jaune entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas, les États-Unis ont accusé le régime chinois de se servir du cyberespionnage comme d'un outil permettant de voler ce qui permettra d'enrichir leur propres affaires. En réponse, les autorités chinoises ont publié le 27 mai un rapport accusant les États-Unis d'espionnage et de vols de données ; pour l'essentiel, celui-ci ne faisait que reprendre les informations divulguées par Edward Snowden.

Iran

Quel avenir pour les négociations sur le nucléaire iranien ?

Conformément à l'accord intérimaire conclu en novembre dernier à Genève, l'Iran a stoppé certaines de ses activités nucléaires. En retour, une partie des sanctions internationales à son encontre a été suspendue. Afin de lever l'ensemble des sanctions, l'Iran et les pays du « *5+1* » (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Russie, Allemagne et Chine) doivent parvenir à un accord sur le nucléaire iranien. Selon Alireza Nader, chercheur au RAND[1], malgré des évolutions encourageantes, arriver à un accord sera un travail difficile, à plusieurs égards.

L'ambition de Rohani d'améliorer la situation économique de l'Iran converge avec le désir d'Obama d'arrêter et de faire reculer le programme nucléaire iranien. Mais tous deux sont suffisamment réalistes pour savoir que les contraintes nationales (le Congrès et les conservateurs iraniens, l'ayatollah Khamenei) et les divergences sur la scène internationale (opposition à Israël et soutien à la Syrie de la part de l'Iran, méfiance d'Israël et de l'Arabie Saoudite envers l'Iran) pourraient empêcher un rapprochement entre les deux pays et rendre difficile tout accord nucléaire.

L'Iran veut maintenir une grande partie de son infrastructure nucléaire tout en offrant une plus grande « *transparence* », alors que les États-Unis attendent un sérieux recul du programme d'enrichissement d'uranium iranien. Plusieurs questions sont en jeu, notamment le nombre de centrifugeuses que l'Iran pourra maintenir, le sort du réacteur d'Arak, la question des inspections, etc. Dans la mesure où le programme nucléaire iranien est à la fois une source de fierté pour Téhéran et une source de préoccupation pour Washington, tout accord devra permettre aux deux parties de sauver la face.

affaires-strategiques.info

[1] *Think tank* américain.

CHINE

Échanges d'influence en Amérique latine

Suite de la première page

Ce manque de diversité est problématique, les prix du fer et du cuivre ayant tous deux connu un déclin global à deux chiffres ces dernières années, tandis que le prix global du soja a également commencé à stagner.

Les exportations de ces trois matières premières sont concentrées principalement sur trois pays : Argentine, Brésil et Chili.

Les exportations chinoises vers l'Amérique latine croissent quant à elles, tant en volume qu'en valeur, ce qui est dû principalement à la diversité et à la nature relativement qualifiée des biens exportés. La majorité des exportations chinoises vers l'Amérique du Sud provient du secteur manufacturier avec en tête les produits électroniques et automobiles. De telles entreprises, en comparaison avec les matières premières, sont beaucoup moins sujettes à la variation des prix et préservent la valeur globale des exportations chinoises.

L'influence américaine décline alors que la Chine s'octroie maintenant le titre de principal partenaire commercial dans toute la région sud-américaine à la place des États-Unis. Une plus grande dépendance envers la demande chinoise d'exportations de matières premières devrait vraisemblablement forcer dans un proche avenir la révision des politiques extérieures de nombreux pays. La Chine a déjà utilisé son influence économique dans la région pour diminuer l'influence politique de Taïwan en Amérique latine. Les nationalistes chinois considèrent en effet cette île minuscule comme un prolongement rebelle du continent et en conséquence, de nombreux dirigeants chinois cherchent à empêcher tout soutien international à la question de l'indépendance de Taïwan. Si cette question devait d'ailleurs être portée devant les Nations unies ou le Tribunal international, la Chine a déjà neutralisé le soutien de presque chaque nation d'Amérique du Sud.

NELSON ALMEIDA/AFP/GETTY IMAGES

Des ouvriers dans le port de Santos, à quelque 60 kilomètres de Sao Paulo au Brésil. C'est le plus grand port d'Amérique latine par lequel transitent 25 % du commerce extérieur du Brésil.

Certains de ces pays, gauchistes par tradition, se rapprochent de la Chine pour des raisons politiques – considérant la Chine comme une alternative à l'hégémonie des États-Unis – et peut-être encore plus pour des raisons économiques. Les pays producteurs de pétrole comme le Venezuela, le Brésil et l'Équateur dépendent très fortement de la Chine et sont fortement influencés par leurs liens économiques avec le géant asiatique. En conséquence, sur la scène diplomatique, ces pays sont enclins à se ranger derrière la Chine.

En effet, une récente étude a montré que plus une nation échange avec la Chine, plus cette nation votera en sa faveur aux Nations unies. De plus, cette influence devrait limiter l'attention internationale envers la question des droits de l'homme en Chine. Gagner le soutien de la Chine pourrait aussi représenter une aubaine pour certaines puissances engagées dans des conflits mondiaux et opposées aux États-Unis.

Enfin, alors que la Chine continue d'étendre son influence politique et économique en Amérique du Sud, les États-Unis pourraient se sentir de moins en moins chez eux dans l'Amérique latine que Washington considérait autrefois comme son « *arrière-cour* ».

Foreign Policy in Focus

HONG KONG

180 000 personnes commémorent Tiananmen

Ce mercredi 4 juin à Hong Kong, des manifestants pour la plupart habillés de noir et portant des bougies se sont rassemblés et ont appelé Pékin à reconnaître le massacre qui a eu lieu lors des manifestations pro-démocratie il y a 25 ans sur la Place Tiananmen.

Un grand nombre de Chinois du continent étaient également présents pour commémorer cette répression. Depuis le massacre, une veillée aux flambeaux a lieu chaque année. Selon les organisateurs, 180 000 personnes y ont participé mercredi dernier.

Le régime n'a jamais publié le nombre de victimes du massacre après que l'armée a ouvert le feu sur les manifestants en plein centre de Pékin. Les groupes des droits de l'homme et les témoins estiment que la répression a fait plusieurs milliers de victimes.

Plusieurs nations, dont les États-Unis, ont appelé la Chine à rendre compte de ce qu'il s'est passé le 4 juin 1989. Ce genre de commentaire ne fait pourtant qu'agacer le régime chinois qui a répondu que les manifestations étaient « *contre-révolutionnaires* ».

Une répression plus forte

Selon Amnesty International, au cours de la période précédant le 25e anniversaire de l'incident du 4 juin, la répression envers toute forme de dissidence a été plus forte que jamais.

« *Bien sûr, c'est le 25e anniversaire du massacre de Tiananmen et ce que nous avons vu cette année, c'est une intensification de la répression envers toutes sortes de gens de la société civile* », a expliqué William Nee, chercheur pour Amnesty International Chine. « *Des défenseurs des droits de l'homme, des représentants d'ONG, même des moines bouddhistes ou des artistes. C'est un mouvement de grande ampleur. Cela ne s'est pas limité à Pékin, c'est dans tout le pays. Et ce n'est pas simplement des assignations à domicile quelques jours avant. De nombreuses personnes ont été placées en détention criminelle. C'est un signe très inquiétant comparé aux autres années.* »

Toute discussion publique au sujet de Tiananmen est interdite en Chine et toute référence à ces événements est durement censurée sur Internet. En conséquence, une grande partie de la jeunesse chinoise vit encore dans l'ignorance de tels faits historiques.

Mais Hong Kong a préservé une partie de son autonomie et jouit encore de libertés inconnues en Chine continentale.

S'informer malgré tout

Chan Boulam, une collégienne de 16 ans, a participé au rassemblement pour la première fois. Elle a expliqué qu'elle avait appris certaines choses à l'école, et bien plus encore en lisant les nouvelles diffusées ces dernières semaines.

« *En réalité, j'ai beaucoup appris grâce aux informations, petit à petit, j'ai découvert de quel genre d'événement il s'agissait. C'est quelque chose qu'on ne peut pas ne pas connaître en habitant Hong Kong* », a-t-elle déclaré.

Mais pour la première fois cette année depuis la création de cette veillée, des échauffourées ont éclaté entre différentes factions politiques, illustrant les tensions croissantes entre Hong Kong et Pékin au cours d'une année politique sensible, menacée par l'ombre d'une réforme constitutionnelle.

NTD.com

JESSICA HROMAS/GETTY IMAGES

Des milliers de personnes sont rassemblées à Victoria Park pour commémorer le 25e anniversaire de Tiananmen le 4 juin dernier à Hong Kong.

OPINION

Neuf commentaires sur le Parti communiste

Neuf Commentaires est le livre qui change la Chine. Cet éditorial primé d'*Epoch Times* révèle l'histoire et la nature du Parti communiste chinois (PCC). À chaque édition, nous publions un extrait de cet ouvrage ayant déjà une portée historique.

6e COMMENTAIRE
II. Comment le Parti communiste chinois sabote la culture traditionnelle
3. Destruction des vestiges culturels

Détruire des vestiges culturels est une part importante de l'œuvre de destruction de la culture traditionnelle par le PCC. Lors de la campagne « *À bas les Quatre vieilleries* », beaucoup de livres, de calligraphies et de peintures originales et uniques collectés par des intellectuels ont péri dans les flammes ou ont été réduits en pâte à papier. Zhang Bojun avait une collection de famille de 10 000 livres. Les chefs des Gardes rouges les ont utilisés pour se chauffer. Ce qui restait a été envoyé dans des moulins à papier pour en faire de la pâte à papier.

Le grand spécialiste de la calligraphie et de la peinture, Hong Qiusheng, est connu comme le « *docteur miracle* » des anciennes calligraphies et peintures. Il a rassemblé d'innombrables chefs-d'œuvre tels que la peinture d'un paysage de l'empereur Song Huizong, la peinture d'un bambou de Su Dongpo, les peintures de Wen Zhengming et Tang Bohu. Durant plusieurs décennies, la plupart des centaines de calligraphies et de peintures anciennes qu'il avait sauvées étaient devenues une collection nationale de premier ordre. Les calligraphies et les peintures qu'il avait collectionnées à grand peine ont été étiquetées comme faisant partie des « *Quatre vieilleries* » et ont été brûlées. Après quoi, M. Hong a dit en pleurs : « *Plus de 100 jin (50 kilos) de calligraphies et de peintures ; elles ont mis du temps à brûler !* »

« *Les choses de ce monde vont et viennent,*

Anciennes, modernes, elles vont et viennent,

Rivières et montagnes ont une gloire immuable,

On peut toujours les voir de ce sentier… »

En lisant ce poème de Meng Haoran, les Chinois d'aujourd'hui ne ressentiraient probablement plus la même chose s'ils se souvenaient encore de certaines parties de leur histoire. Les sites historiques de la montagne et de la fameuse rivière ont été détruits, ils ont disparu dans la tourmente de la campagne « *À bas les Quatre vieilleries* ».

Un mouvement de démission citoyenne : 167 821 349 démissions au 9 juin

Depuis la publication des *Neuf Commentaires sur le Parti communiste* en novembre 2004 par *DaJiYuan* (édition chinoise d'*Epoch Times*), chaque jour des milliers de Chinois quittent le Parti communiste chinois et ses organisations affiliées, par l'intermédiaire d'un site web spécial établi par *Epoch Times*. D'autres démissionnent par téléphone grâce à un centre d'assistance internationale, affichent des déclarations sur des murs et des poteaux publics ou écrivent encore sur des billets de banque.

Lisez la version intégrale des *Neuf Commentaires* sur **www.epochtimes.fr** ainsi que les déclarations récentes des Chinois qui ont quitté le Parti sur **www.ninecommentaries.com**

Normandie : terre de mémoire

Depuis le mois d'avril et jusqu'à fin d'août, la France célèbre le 70e anniversaire du débarquement et de la bataille de Normandie.

Michal Bleibtreu Neeman

MICHAL BLEIBTREU NEEMAN

Sainte-Mère-Église, l'entrée du musée Airborne, lors des reconstitutions historiques du 70e anniversaire du débarquement.

Les cérémonies officielles se sont déroulées comme on le sait, le 6 juin, mais les événements et les attractions ouverts à tous continuent jusqu'au mois d'août. 70 jours de commémorations seront consacrés aux 70 années de libération.

Feux d'artifices, parachutages, défilés des véhicules militaires d'époque, concerts, films et pièces de théâtres, animations musicales, défilés et acrobaties aéronautiques, camps reconstitués, visites nocturnes, musées et même rencontre avec un soldat virtuel né en 1920 sur les réseaux sociaux.

L'un des points d'attraction est Sainte-Mère-Église. Elle a été la première ville libérée par les alliés. Au début des années 70, le musée Aireborne y a été fondé face au clocher auquel le parachutiste John Steel est resté suspendu avant d'être capturé par les Allemands, après un mauvais parachutage.

Il s'agit du musée le plus grand d'Europe consacré aux parachutistes américains de la 82e et de la 101e divisions que l'on peut voir dans le célèbre film *Le jour le plus long* avec John Wayne dans le rôle du lieutenant-colonel Benjamin H. Vandervoort. Pour le 70e anniversaire du débarquement, le musée a mis en place du 1er au 8 juin la reconstitution du camp militaire « *Géronimo* », mettant en scène les troupes aéroportées américaines en Normandie. 150 participants et 70 véhicules tous venus de France y prennent part. Les moindres détails ont été supervisés afin de rester fidèle à l'authenticité de l'exposition. « *Le but n'est pas seulement spectaculaire, il est aussi didactique* », explique l'un des participants.

> « Mon seul vœu est qu'il n'y ait plus jamais de guerre. »
>
> *Marvin Jr. Gilmore*

Dans cette ambiance festive, se rencontrent les anciens citoyens normands, témoins de la guerre, les vétérans et leur famille venus des États-Unis, d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande, du Canada, d'Australie, des collectionneurs, de jeunes soldats. Les Français n'oublient pas. C'est l'un des points primordiaux des commémorations – la transmission du passé à ceux qui sont nés libres et prennent la liberté comme acquise.

Le musée Airborne répond à cette ambition. Après avoir appris de manière vivante les événements du jour J – D Day – et les jours qui ont suivi, le visiteur, jeune ou âgé, sort avec l'idée que si la liberté n'a pas de prix, la guerre elle, est un carnage infernal.

L'un des fondateurs du musée Airborne fut le colonel Robert Martin Murphy. À l'âge de 17 ans, Murphy s'engage dans l'armée et intègre l'école de parachutisme Airborn School. Trois ans plus tard, il se retrouve parmi les rares éclaireurs parachutistes – *pathfinders* – de la 82e division. Il sera, également, parmi les rares chanceux de ces éclaireurs qui ont réussi à atterrir là où il était prévu d'atterrir, près de Sainte-Mère-Église et d'accomplir leur mission. Robert Murphy, Bob pour ses proches, est décédé en octobre 2008.

MICHAL BLEIBTREU NEEMAN

Marvin Jr. Gilmore et Germaine Uguen.

Une leçon d'histoire, un message de paix

À quelques dizaines de kilomètres de Sainte-Mère-Église, dans un village du littoral normand près de Saint Lô, on participe également aux festivités en projetant le film *The Immortals* dédié à Robert Murphy.

« *Robert Murphy a consacré sa vie pour transmettre cette leçon de l'histoire et ce message de paix* », raconte Michèle Vlahos, une amie proche, philanthrope et productrice du film *The Immortals*. « *15 ans après le débarquement il est revenu avec de l'argent, des donations des Américains à Sainte-Mère-Église pour fonder le musée. Il y est revenu tous les ans.* »

La commémoration a réuni Marvin Jr. Gilmore qui a débarqué en Normandie en juin 1944, Germaine Uguen qui, sous les décombres, a survécu aux bombardements de Saint-Lô alors que 14 de ses amies y ont trouvé la mort.

> « Aujourd'hui, nous vivons la paix mais il y a encore des pays où les gens combattent les uns contre les autres. Nous avons sacrifié notre vie en luttant pour la paix et j'espère que cela servira de leçon. »
>
> *Marvin Jr. Gilmore*

Madame Auvray, âgée de 18 ans en 1944, a connu Robert Murphy pour l'avoir soigné de ses blessures. Sa maison a été réquisitionnée pour une nuit par le général Rommel ! Les enfants et les petits-enfants de ces précieux témoins étaient également présents pour écouter cette leçon d'histoire.

L'invité d'honneur était Marvin Jr. Gilmore, arrivé de Boston pour accompagner le film et préserver la mémoire des vétérans. Marvin Gilmore est le premier Afro-Américain à recevoir la légion d'honneur en Nouvelle-Angleterre. Gilmore, âgé de 90 ans, a servi dans le bataillon des armes automatiques anti-avions (AWBN). Son discours lors de la projection a touché les spectateurs : « *Je suis très heureux d'avoir pu survivre à la Deuxième guerre mondiale, d'être en vie ce soir et de voir beaucoup de visages jeunes. Mon seul vœu est qu'il n'y ait plus jamais de guerre. J'ai survécu à cette guerre et je suis aujourd'hui avec vous. Aujourd'hui, nous vivons la paix mais il y a encore des pays où les gens se battent les uns contre les autres. Nous avons sacrifié notre vie en luttant pour la paix et j'espère que cela servira de leçon.* »

Pour en savoir plus :
www.le70e-normandie.fr
www.ot-baieducotentin.fr/d-day-1944/70eme-anniversaire-dday-2014

CHARLES MAHAUX

Escapade à Malaga

Si bien connue pour son aéroport par où transitent des milliers de touristes attirés par les plages ensoleillées de la Costa del Sol, Malaga s'est inventé aujourd'hui un nouveau destin touristique tant et si bien que la métropole méditerranéenne est devenue une séduisante alternative pour les amateurs de *city-trips*.

Christiane Goor et Charles Mahaux

Rien de tel qu'une balade sur le chemin de ronde qui cerne les vestiges du château de Gibralfaro, perché sur un pic rocheux, pour découvrir d'un seul regard la ville ouverte sur les eaux bleues de la Méditerranée : un superbe panorama qui raconte à l'envi comment la modernité peut se conjuguer avec une tradition séculaire.

L'œil aperçoit bien sûr les belles arènes de style néo-mauresque ainsi qu'un désordre de toits rouges d'où émergent clochers et dômes et, accrochées au flanc du rocher, les murailles de l'Alcazaba, une imposante forteresse qui fut phénicienne et maure avant de devenir chrétienne. Mais la vue embrasse aussi une cohorte d'immeubles neufs qui dressent leurs tours en bord de mer ainsi que de larges avenues qui prolongent les *paseos* du centre ombragés de multiples palmiers et agrémentés de fontaines. La longue pergola blanche du récent Palmeral de las Sorpresas semble dessiner une vague d'écume qui s'écrase sur les quais où accostent aujourd'hui les paquebots de croisières et les ferries, permettant ainsi aux visiteurs d'un jour d'entrer de plain-pied dans le centre de la ville.

Voyage bigarré à travers le temps

Malaga se découvre dans le sillage de la foule qui ne cesse d'y déambuler, de jour comme de nuit. Résolument tournée vers la mer, cette ancienne cité de pêcheurs serait, dit-on, plus ancienne que Marseille, Naples et le Pirée, et, a toujours été une plaque tournante entre l'Afrique et l'Espagne. Les siècles lui ont légué de multiples monuments et quand on flâne dans la ville, on est impressionné par la richesse d'un patrimoine aussi déployé dans le temps que confiné dans l'espace.

La cathédrale, dont la construction sur le site d'une ancienne mosquée s'est étirée pendant deux siècles, mélange harmonieusement les styles entre des parties basses gothiques et des façades baroques. Les habitants de Malaga, les Malagueños, la surnomment affectueusement la Manquita, la manchote, car la seconde tour n'a jamais été construite. La vaste place carrée néo-classique de La Merced accueillait au XIXe siècle la haute bourgeoisie qui aimait à se promener le long de la longue rue Marqués de Larios qui a des allures haussmanniennes avec son enfilade de balcons ajourés posés devant de hautes fenêtres étroites. Ailleurs, c'est l'amphithéâtre romain qui déploie ses gradins au pied de l'Alcazaba où sont réutilisés de nombreux chapiteaux et fûts de colonnes provenant du théâtre. L'alcazar mauresque forme un dédale de tours, d'escaliers, de portes, de minuscules palais imbriqués les uns dans les autres autour de petits *patios* bordés de bougainvilliers, de jasmins et de chèvrefeuilles dont les parfums et les couleurs enchantent la promenade qui surplombe la vieille ville.

Malaga joue aussi la carte culturelle avec son musée Picasso qui possède plus de 200 œuvres léguées par deux descendants du peintre qui a toujours célébré sa ville natale. Un musée Carmen Thyssen-Bornemisza aussi brillant que la maison mère de Madrid a ouvert ses portes il y a 3 ans à peine. Une collection permanente de quelque 200 œuvres contemporaines de 1890 à 1960 offre un voyage fascinant au cœur de la peinture andalouse.

L'ancienne manufacture de tabac de 1927 de style Art déco a restauré et remodelé son espace pour offrir à un homme d'affaires portugais 6 000 m^2 afin d'y installer sa collection privée de voitures anciennes dans un nouveau Musée de l'Automobile. 13 salles thématiques présentent ainsi plus d'une centaine de véhicules : les premières voitures Belle-Epoque, les élégantes des années 20, l'art déco des années 30, la Dolce Vita des années 50, les anglaises, les italiennes, les populaires, les extravagantes, les voitures de rêve et déjà les premiers véhicules, aux énergies alternatives, nés au début du XXe siècle, autant de modèles représentatifs des grandes marques comme Delage, Delahaye, Panhard, Aston Martin, Jaguar, Bentley, Cadillac, etc. Pour compléter cette présentation, le musée a également rassemblé une collection inédite de robes haute couture et de chapeaux signés par les grands designers du siècle dernier. Et quand on sait qu'il est possible de louer un de ces véhicules qui sont tous en parfait état de marche, on se prend à rêver…

Tout un art de vivre

Malgré la pression touristique, la métropole est restée fidèle à son mode de vie et à ses traditions. Le matin, les Malagueños virevoltent dans les allées du marché de Atarazanas abrité dans une halle érigée au XIXe siècle sur l'emplacement des anciens chantiers navals arabes dont elle a conservé l'arche d'entrée en forme de fer à cheval. Les poissonniers rivalisent d'audace dans la présentation des étals de poissons, de fruits de mer et autres mollusques encore vivants, les maraîchères amoncellent des monticules bigarrés de fruits et de légumes. D'un étal à l'autre, les éclats de voix et de rires fusent dans un joyeux charivari. On échange les dernières nouvelles, on salue les habitués, on déguste un chocolat fumant accompagné de *churros*, ces longs beignets croustillants ou de *pitufos*, sorte de petits sandwiches.

Il faut ensuite se couler dans la foule qui inonde le centre historique, pousser les portes des églises, se perdre dans les venelles, se désaltérer à l'ombre d'une taverne, et peu à peu Malaga se découvre et révèle sa singularité. L'après-midi, la promenade mènera vers la Malagueta, une jolie plage de sable doré ou encore vers la Farola, le phare de Malaga, la porte de la mer d'où l'on découvre la nouvelle façade de la ville, présidée par les silhouettes de la cathédrale et de l'Alcazaba. La pergola cristalline du Palmeral de las Sorpresas semble ici flotter au-dessus de la palmeraie.

Le soir, les ruelles se resserrent davantage encore sur la foule des Malagueños qui ne cesse de grossir et de s'animer. Ce sont eux qui font vibrer leur ville, qui lui insufflent son art de vivre. Il ne faut pas attendre la *feria* ni les *corridas* pour que les tavernes et autres *chiringuitos*, ces petits restaurants installés au bord de l'eau, n'accueillent des groupes d'amis ou des familles, toujours festifs et bavards. On se sent alors immergé dans une cité sans doute antique mais aussi résolument cosmopolite, populaire et épicurienne. Un vrai bonheur.

Charles Mahaux, photographe. Christiane Goor, journaliste. Un couple, deux expressions complémentaires, ils fixent l'instant et le racontent. Leur passion, ils la mettent au service du voyage, de la rencontre avec l'autre.

INFOS PRATIQUES

Toutes les informations se trouvent sur le site www.malagaturismo.com ou auprès de l'office espagnol du tourisme, rue Royale 97 à 1000 Bruxelles. Tél : 02-280 13 27 www.tourspain.es. La malagacard ouvre les portes des différents sites et musées pour un prix fixe. www.museoautomovilmalaga.com., un site à découvrir déjà pour le plaisir des yeux. Sur place un bon contact pour organiser un tour de ville ou un circuit dans l'arrière pays www.just-explore.com.

Se loger :
L'offre est multiple à Malaga. L'hôtel MS Maestranza a le grand mérite d'offrir une vue spectaculaire sur la ville en étant à 200 mètres de la plage de la Malagueta. La promenade qui mène en un quart d'heure au centre est très agréable par le paseo Parque www.mshoteles.com/paginas/hotel-maestranza.htm

Le saumon sauvage menacé par le saumon génétiquement modifié

La commercialisation du saumon génétiquement modifié pourrait exterminer les espèces de saumon sauvage, signale l'écologiste marin Gerry Goeden.

Par David Gutierrez

La FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ne s'est pas encore prononcée sur la question du saumon génétiquement modifié pour la consommation humaine.

Actuellement si le saumon génétiquement modifié est commercialisé, Goeden met en garde sur le risque d'exacerbation des problèmes graves déjà causés par les poissons d'élevage. Cela mettra d'autant plus en péril les poissons sauvages dans le monde entier.

Le risque génétique des poissons d'élevage

Selon la FAO, 70 % des poissons sauvages de pêche du monde risquent de disparaître à cause de la surpêche et de la destruction de l'habitat. Cela entraîne une explosion de la pisciculture, 50 % du poisson consommé dans le monde étant maintenant produits dans des fermes plutôt que pêchés en mer.

Le saumon, en particulier, est produit en majorité dans des élevages et dépasse largement la pêche de saumons sauvages dans le monde. Ce saumon d'élevage a été sélectionné sur plusieurs générations. Il s'est développé à partir de combinaisons de différentes souches sauvages de manière de plus en plus rapide tout en consommant moins de nourriture.

« *Environ 95 % des saumons consommés proviennent de l'élevage* », a déclaré Matt Gage de l'université d'East Anglia, « *et la domestication a fait d'eux des populations très différentes des populations sauvages* ».

Seules des conditions artificielles de vie permettent cette croissance rapide. S'ils devaient vivre toute leur vie à l'état sauvage, ils seraient rapidement anéantis. À court terme, les poissons d'élevage sont en mesure de supplanter les poissons sauvages, arrivant plus rapidement à maturité sexuelle et consommant moins de nourriture. Par ailleurs, en dépit des assurances de l'industrie, un grand nombre de saumons d'élevage s'échappent chaque année dans l'océan, où ils sont en train de surpasser les poissons sauvages. Une étude[1] de 2012 sur l'effondrement du stock de saumons *chinook* du fleuve Sacramento, révèle que la population sauvage ne s'en remettra sans doute jamais.

WIKIPEDIA
Une étude de 2012 sur l'effondrement du stock de saumons chinook du fleuve Sacramento, révèle que les espèces sauvages ne s'en remettront sans doute jamais.

Une autre menace majeure pour le saumon sauvage est le métissage avec des poissons d'élevage, qui fraient dans les mêmes rivières que leurs parents sauvages. Ce mélange génétique dilue la résistance des poissons sauvages, réduisant leur aptitude à survivre dans un environnement naturel.

Une étude publiée dans *PLOS Biology* en 2008 a conclu que, lorsque les poissons sauvages ont été exposés à des poissons d'élevage, leur nombre a diminué de 50 %. Une autre étude de 2009 publiée dans la revue *Science* a montré que le métissage avec les poissons d'élevage avait donc modifié génétiquement les truites sauvages – un proche parent du saumon –, ce qui fait obstacle à leur reproduction à un niveau nécessaire pour maintenir leur nombre.

Pire dans tous les sens

Selon une étude réalisée par Fredrik Sundstrom de l'université de Göteborg, en Suède, le saumon génétiquement modifié aurait un impact encore plus néfaste actuellement sur les poissons sauvages que sur les poissons d'élevage.

« *Si les poissons transgéniques se développent dans les stocks naturels, ils seraient en mesure de supplanter les espèces naturelles* », a-t-il expliqué.

Les poissons génétiquement modifiés sont le saumon de l'Atlantique conçu avec des gènes de loquettes et de saumons du Pacifique pour permettre une surproduction d'hormones de croissance qui permettra un développement deux à six fois plus rapide pendant l'hiver.

« *Ce que nous devons garder à l'esprit est que cet animal n'a jamais existé ; c'est nouveau sur la planète, nous l'avons créé* », a écrit Goeden. « *Nous n'avons vraiment aucune idée de ce qu'il fera lorsque qu'il sera en liberté.* »

www.naturalnews.com

[1] Etude publiée dans *PLOS One*

DU 13 AU 30 JUIN, PROFITEZ DE CONDITIONS EXCEPTIONNELLES
ET DEVENEZ PROPRIÉTAIRE À THIAIS !

CÔTÉ PARC
Via Verde
LIVRAISON NOVEMBRE 2014

Frais de notaire offerts(3)
+
Cuisine offerte
pour les 5 premières signatures(4)

LOI DUFLOT(2)
BBC BÂTIMENT BASSE CONSOMMATION*
TVA 7 %(1)

ESPACE DE VENTE : 71, BD DE STALINGRAD - THIAIS
01 45 87 70 20
Renseignement : cote-parc@po-p.fr

PARIS OUEST PROMOTION

*Demande de labellisation en cours, démarche visant à l'obtention de l'achèvement des travaux, garantissant les performances énergétiques de la résidence. (1) TVA à 7 % applicable sous réserve que les conditions de l'article 278 sexies 11° du Code Général des Impôts soient remplies (résidence principale de l'acquéreur - plafonds de ressources du réservataire à respecter) et sous réserve que le prix de vente ne dépasse pas le plafond en vigueur. (2) Réduction d'impôt plafonnée à 18 % soumise à conditions, réservée aux contribuables domiciliés en France qui acquièrent à partir de 2013 un logement neuf dans un programme immobilier conformer BBC ou RT2012 situé dans une zone géographique éligible et destiné à être loué nu à titre de résidence principale à des locataires présentant un niveau de ressources plafonné et moyennant des montants de loyers plafonnés, pour une durée de 9 ans minimum. Jusqu'à 54000 € d'économie d'impôt. Le non-respect des engagements de location entraîne la perte du bénéfice fiscal. Deux investissements limités par an et par foyer fiscal pour un montant plafonné de 300000 €. (3) Hors frais liés à l'emprunt et hors frais d'hypothèques, de caution ou de privilège de prêteur de deniers ou tous autres frais de garantie liés au financement de l'acquisition, hors frais de règlement de copropriété. (4) Cuisine aménagée d'une valeur de 4000 € limitée aux 5 premières signatures entre le 13 et le 30 juin 2014. *Label BBC "bâtiment basse consommation", démarche visant à l'obtention de la certification à l'achèvement des travaux, garantissant les performances énergétiques de la résidence. OSWALDORB - RCS Nanterre B 343724944. Illustration : Libre interprétation de l'artiste à caractère d'ambiance d'après les plans d'architecte - 05/2014.

La fabuleuse histoire de Meng Tian, créateur du pinceau à écrire

Le célèbre historien Sima Qian (司馬遷), (145-86 av. J.-C.), de la dynastie Han (206 av. J.-C – 220 ap. J.-C) a écrit dans le *Shi Ji* (史記), ou *Mémoires du grand historien* que « *Meng Tian (蒙恬) utilisait des poils de lièvre des montagnes pour faire des pinceaux à écrire* ».

Ling Wei

CATHERINE CHANG

Avec Qin Shi Huang (秦始皇), le premier empereur d'une Chine unifiée, l'appellation du « *pinceau à écrire* » a été généralisée.

Meng Tian était un général de haut rang sous la dynastie Qin (221-206 av. J.-C.). Il s'est distingué dans les campagnes contre les invasions des tribus nomades du nord et dans la construction de la Grande Muraille comme mur de défense.

Les générations ultérieures ont hérité du dicton selon lequel « *Meng Tian a créé le pinceau* ». Cependant, à l'époque de Meng, outre le royaume de Qin, d'autres royaumes en Chine utilisaient des pinceaux. Mais, seuls les pinceaux fabriqués par Meng étaient appelés 筆 (bǐ), du nom chinois pour un pinceau à écrire ou d'autres instruments d'écriture que nous connaissons aujourd'hui. Les pinceaux utilisés dans les autres royaumes tels que Chu, Wu et Yan portaient des noms différents.

C'est lorsque Qin Shi Huang (秦始皇) est devenu le premier empereur d'une Chine unifiée que la fabrication et l'appellation du « *pinceau à écrire* » ont été généralisées.

À cette époque, l'art de fabriquer des pinceaux devait encore être amélioré. Les pinceaux n'étaient pas encore d'usage populaire, ils n'étaient pas accessibles à tous.

On retrouve une histoire concernant le pinceau à écrire, racontée dans *Biographies recueillies des immortels* (列仙傳), également traduite par *Biographies des immortels exemplaires*, ouvrage attribué traditionnellement à Liu Xiang (劉向), sous la dynastie Han.

L'histoire raconte que, sous le règne de l'empereur Huan de Han (漢桓帝) (132-168), vivait un fabricant de pinceaux nommé Li Zhongfu (李仲甫).

Un jour, Li prit les pinceaux qu'il avait fabriqués pour les vendre au marché de Liaodong. Sans se préoccuper de savoir si ses clients pouvaient payer ou non, Li Zhongfu en distribuait un à chacun. En très peu de temps, il n'en resta aucun.

Le lendemain, il apporta à nouveau dix paquets de pinceaux au marché. Son art de fabriquer les pinceaux fut alors grandement reconnu.

Selon les *Biographies recueillies des immortels*, dans sa jeunesse, Li Zhongfu était disciple du taoïste Wang Jun (王君). Rapidement, Li apprit de nombreuses techniques taoïstes, dont celle permettant l'invisibilité. Par ailleurs, alors qu'il était âgé de plus de 100 ans, il devint soudain très jeune d'apparence.

Lorsque Li a commencé à apprendre la technique de l'invisibilité, il a pu rester invisible pendant une centaine de jours, jusqu'à ce que, plus tard, il ait pu rester invisible beaucoup plus longtemps. À ce moment-là, lorsqu'il s'entretenait avec quelqu'un, son interlocuteur entendait sa voix, sans pouvoir le voir.

Un jour, un homme vivant de la capture des oiseaux, lança un filet à 500 *li* – environ 250 kilomètres – du domicile de Li. Il attrapa un oiseau, qui plus tard, se transforma en Li Zhongfu.

Après avoir discuté et s'être quitté, Li prit le chemin du retour. Tandis que parcourir à pieds 500 miles chinois aurait demandé plusieurs jours à un homme ordinaire, Li arriva chez lui le jour-même.

Li vécut dans le monde humain pendant plus de 300 ans avant de se retirer dans la Grande Montagne de l'Ouest, ne revenant plus dans le monde des mortels.

La Grande Montagne de l'Ouest, ou le mont Xi Yu 西嶽山, est l'une des cinq grandes montagnes de Chine, un groupe de montagnes célèbres ayant une grande signification spirituelle dans l'histoire chinoise.

PERSONNAGE HISTORIQUE

Ouyang Xun, calligraphe le plus talentueux du « *style régulier* »

Sous la dynastie Tang, Ouyang Xun (557-641) se révèle être le meilleur calligraphe de l'époque.

David Wu

À l'âge de 13 ans, son père étant impliqué dans une rébellion avortée, il se retrouve seul survivant de sa famille. Ne présentant pas d'aptitude physique particulière, il sera éduqué par un ami de son père pour devenir un lettré.

Il se spécialise alors dans la littérature et l'histoire et devient célèbre pour sa passion pour la calligraphie. Il bénéficie d'une excellente réputation dans ce domaine, toujours à la recherche de la perfection. On raconte qu'une fois, découvrant une calligraphie inscrite sur une stèle de pierre enfouie dans les mauvaises herbes au bord d'une route, il a été si fasciné qu'il a passé trois jours à l'étudier et à la copier.

L'écriture de Ouyang Xun est le meilleur exemple du style que l'on nomme « *régulier* ». Ce style tire son nom de sa forme carrée et d'une course simple du pinceau. Sous la dynastie Tang, Ouyang Xun a été considéré comme le meilleur calligraphe du style régulier. Sa calligraphie se caractérise par des traits robustes et abrupts, des lignes uniformes et carrées, des structures ouvertes et vigoureuses.

À cette époque, les travaux de Ouyang Xun étaient considérés comme de précieux trésors. Même depuis Koryo, une ville située aujourd'hui en Corée, on envoyait des messagers pour se procurer ses calligraphies. Son écriture a été utilisée au Japon par le fondateur d'une branche du bouddhisme japonais. L'en-tête chinois du *Asahi Shimbun*, le plus grand quotidien national japonais, centenaire, a été réalisé à partir d'inscriptions de stèles de Ouyang Xun .

CATHERINE CHANG

Le calligraphe Ouyang Xun, père du « *style régulier* » sous la dynastie Tang.

LE PRÉSIDENT 11e Arr.

Le plus beau restaurant chinois de France
Spécialité Canard Laqué en 3 étapes
01 47 00 17 18 120-124 rue du fbg-du-Temple Ⓜ Belleville (Place)
t.l.j 12h-14h30 & 19h-22h30 - Parking gratuit 3h - À la carte de 15 à 25 €- Menu Midi à partir de 8.50 €

www.pho13.com 11e & 13e Arr.
PHO 13 PARIS
GASTRONOMIE VIETNAMIENNE
La meilleure soupe vietnamienne PHO
2 ADRESSES 11 rue Louis Bonnet 01 43 38 18 30 135 av. de Choisy 01 45 86 59 15

LE MANDARIN DE CHOISY 13e Arr.

Gastronomie chinoise et thaïlandaise
Dim sum fait maison, canard pékinois -135 places
135 rue de Tolbiac (angle 129 av. de Choisy) 75013 Paris - Ligne 7 métro Tolbiac
Tél: 01 45 86 24 64 / 01 44 23 94 63 - Tous les jours : 12h-15h & 19h-01h

EPOCH TIMES THE NEW TIMES

QUI SOMMES-NOUS ?

Liberté de la presse et droits humains sont les principes fondamentaux d'*Epoch Times*. Nous veillons à assurer le respect de l'indépendance éditoriale et à produire une information fiable.

En 2000, *Epoch Times* est né pour fournir une véritable couverture des événements en Chine, où la presse n'était qu'un outil de propagande contrôlé par la censure. Après avoir été témoins de tragédies telles que le massacre de la place Tiananmen et la persécution du groupe spirituel Falun Gong, de jeunes Sino-Américains ont lancé la publication d'*Epoch Times* en langue chinoise au péril de leur vie. Parmi eux, certains journalistes ont été emprisonnés en Chine, d'autres ont subi de graves tortures et d'autres encore sont toujours portés disparus.

Epoch Times est publié dans 35 pays en 21 langues et touche des millions de lecteurs. *Epoch Times*, tout en traitant l'essentiel de l'information avec fiabilité, inspire et enrichit la vie de ses lecteurs par des récits inédits. *Epoch Times* s'engage pour vous dans une démarche d'intégrité et d'indépendance de l'information.

Édité par
EPOCH TIMES FRANCE
83 rue du Château des Rentiers
75013 Paris
Tél. 01 45 86 41 95

Directrice de la publication
Isabelle Meyer

Directeur de la rédaction
Rémi Bleibtreu

Rédactrice en chef
Véronique Raabon

Direction artistique, maquette
Siaoyong Sou, Céline Guittière

IMPRESSION
Roto Centre Orléanais
348 rue Marcel Paul
45770 Saran
Dépôt légal : à parution.
ISSN : 2261-2882.

PUBLICITÉ
06 77 93 23 22
pub@epochtimes.fr

COURRIER DES LECTEURS
courrierdeslecteurs@epochtimes.fr

DISTRIBUTION
01 45 86 41 95

www.epochtimes.fr

@EpochTimesFR
Epoch Times Francophone

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ☐ 3 mois : 25 €
- ☐ 6 mois : 39 €
- ☐ 12 mois : 59 €
- ☐ Abonnement de soutien : 90 €

MODALITÉS DE PAIEMENT :
Découpez ce bulletin d'abonnement dûment complété et envoyez le dans une enveloppe, accompagné d'un chèque bancaire à l'ordre d'**Epoch Times** ; à l'adresse :
Epoch Times - 83 rue du Château des Rentiers - 75013 Paris

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Tél _____ Où avez-vous connu Epoch Times ? _____
Email _____

Une cuisine savoureuse et facile

Il y a mille façons de cuisiner : à la vapeur, en friture, au four, en grillade… Selon le vieil adage, « *c'est dans les vieilles marmites que l'on fait les meilleurs plats* ». Cela est vrai pour la fonte, la terre cuite et la pierre, chacun de ces matériaux ayant ses particularités qui confèrent ce petit goût qui fera toute la différence.

Catherine Keller

Si l'on se fie au succès remporté par les émissions culinaires, l'art de cuisiner rencontre une large audience. Mais, outre la qualité des produits, la créativité et la dextérité du cuisinier, le contenant et le mode de cuisson tiennent aussi une place prépondérante.

Choisir ses ustensiles est un investissement sur le long terme, pour ne pas dire à vie. La conductivité et l'inertie thermique sont les points sur lesquels il faut être attentif. Meilleures elles seront, plus vous ferez d'économie d'énergie et moins vous prendrez le risque de brûler vos aliments.

La matière a aussi son influence. Les meilleures confitures se font dans un récipient en cuivre, le cuivre stimulant la pectine qui donne l'onctuosité à la confiture. On peut aussi choisir l'inox (plutôt pour les liquides), le Tefal ou l'émail pour faciliter la cuisson et garder un goût neutre. Par contre la terre, la pierre et la fonte sauront conférer une saveur particulière aux aliments.

La vapeur

Après la cuisson à basse température – 80° C –, la cuisson vapeur est la plus saine. C'est celle qui préserve le mieux les vitamines et le goût originel des aliments. Cuire les légumes et les poissons à la vapeur assure de garder leur aspect et leur moelleux. Inutile d'ajouter trop de sel, soyez généreux avec les épices ou les fines herbes, car elles se mélangent à l'aliment, assurant un goût très raffiné. Ajoutez un filet d'huile après cuisson si nécessaire. Certains appareils électriques intègrent une programmation, ce qui permet de préparer les plats à l'avance et de ne plus s'en occuper. Pour les amateurs de naturel, les paniers en osier à déposer sur une casserole sont une alternative.

> La viande doit être grillée mais pas carbonisée et l'intérieur cuit mais pas desséché.

Le mijoté

Cuire lentement les aliments permet de leur donner un goût inimitable. Leurs saveurs se mélangent sans que les légumes perdent leur identité et la viande s'attendrit tout en restant goûteuse. La cocotte dans laquelle le ragoût ou la potée cuira, importe aussi pour la cuisson. Plus le fond est épais, plus elle a une forte inertie thermique, diffusant une chaleur uniforme. Les cocottes en fonte ou en pierre ollaire s'imprègnent de la nourriture et du feu de bois. Cet échange donne un goût particulier que l'on ne retrouve pas dans les cocottes émaillées ou en inox.

Les cocottes en inox à double fond sont utilisées pour cuire les légumes à basse température. Certaines ont un couvercle muni d'un thermomètre. Cette cuisson conserve un maximum de vitamines, mais, pour ne pas trop monter en température, il vaut mieux la mettre au four à une température ne dépassant pas 80° C. La cuisson est lente et cela en vaut la peine.

Les viandes à mijoter doivent cuire doucement et longtemps pour ne pas être dures et sèches. Pour donner du goût, faire revenir rapidement la viande et les oignons, ajouter ensuite les légumes, suivant la recette, mouiller avec un peu de vin et quand il est évaporé, ajouter de l'eau et de l'assaisonnement (sel, poivre, feuille de laurier, thym…), fermer le couvercle, baisser le feu au minimum et laisser mijoter une à deux heures sur la plaque ou au four.

WIKIPÉDIA
Retourner la viande toutes les 15 secondes pour une cuisson parfaite.

Le tajine

C'est la cocotte marocaine. Si vous achetez un tajine au Maroc, assurez-vous qu'il ne contienne pas de plomb. Sur le gaz ou la braise, il faut placer une grille sous le plat. Il existe aussi le tajine « *Flame* » qui est en céramique et qui supporte tous les modes de cuisson mis à part l'induction. Pour la cuisinière à induction, seul le tajine en inox fonctionnera. Lors de la première utilisation, faire cuire du lait et de l'eau à feu très doux.

Le tajine est très simple à faire, versez dans le tajine de l'huile, du sel, du poivre noir, du paprika, du curcuma et du gingembre en poudre. Enrobez la viande avec ce mélange. Dans le fond, mettez des tomates pour que cela attache moins, puis la viande et tous les légumes par couche, en mettant ceux qui doivent cuire longtemps en premier. À chaque couche, assaisonnez. Vous pouvez utiliser n'importe quelle viande, poisson ou légumes. Cependant, il doit impérativement y avoir des tomates, des oignons et si possible du poivron rouge. Posez le couvercle en pointe car il permet de garder humide le plat : la vapeur monte sur les parois et retombe dans le tajine, il n'y a donc pas besoin d'ajouter d'eau. Cuisez à feu très doux durant 2 à 3 heures, voire plus. Vérifiez de temps en temps s'il y a encore un peu de jus et si la cuisson arrive à son terme.

Les grillades

Savoureuse, la grillade sur le charbon est associée aux soirées d'été conviviales et agréables. C'est un mode de cuisson à pratiquer de manière occasionnelle pour préserver sa santé. La plancha est une alternative au charbon, on peut l'utiliser aussi à l'intérieur, sur le gaz ou l'électricité. Les aliments grillent plus vite sur une plancha en acier ou en inox, mais la cuisson à point est plus longue. La fonte, émaillée ou non, et la pierre gardent bien la chaleur. Avant de mettre la viande, chauffer à blanc dix bonnes minutes.

WIKIPÉDIA
Si vous ramenez un tajine du Maroc, assurez-vous qu'il ne contienne pas de plomb.

La surface peut être lisse ou à rainures, ce qui permet une cuisson sans graisse. Il existe aussi les planchas à mettre sur la table où chacun cuit ses aliments. Pour nettoyer une plancha pendant son utilisation, le citron ou le vinaigre blanc est idéal car il supprime aussi les odeurs. Pour rôtir merveilleusement un steak, il faut le retourner toutes les quinze secondes avec une pince. L'idée est que la viande soit grillée mais pas carbonisée et l'intérieur cuit mais pas desséché.

Pour en savoir plus :
www.tompress.com

GRANDE OUVERTURE

COGEDIM

A Bussy Saint-Georges

Bussy Village
3-9 Rocade de la Croix Saint-Georges

- A 500 m de l'hôtel de ville et à proximité des écoles et des commerces
- Du studio au 6 pièces au calme d'un jardin intérieur
- Balcons, loggias ou terrasses aux multiples orientations
- Des prestations de belle qualité

Votre 3 PIÈCES pour 816,44 €/mois*

GROUPE ALTAREA COGEDIM

Disponible sur votre Smartphone

cogedim.com

0811 330 330
Coût d'un appel local depuis un poste fixe

(*) Mensualité réalisée sur la base de l'appartement 3 pièces (lot 1104) à 232 000 € (parking inclus) du programme Bussy Village à Bussy Saint-Georges pour un couple avec 1 enfant. Elle tient compte d'un apport personnel de 10 000 €, d'un PTZ+ de 76 560 € avec différé total et d'un prêt complémentaire de 145 440 € remboursable sur 25 ans. Conditions en vigueur au 18 avril 2014 susceptibles de variation, réservées aux clients Cogedim pour un prêt immobilier distribué par LCL. Prêt amortissable ayant pour objet le financement de l'acquisition d'un bien à usage de résidence principale à taux fixe (pour un couple ayant un revenu inférieur à 45 000 € et un apport en deniers propres hors frais de notaire inférieur à 10%), à échéances modulables et d'une durée maximum de 27 années, après étude préalable et sous réserve d'acceptation de votre dossier et un prêt à taux zéro + appelé PTZ + ne portant pas intérêt, sous condition de ressources, pour financer une opération immobilière liée à la résidence principale en accession à la première propriété, à savoir l'achat avec ou sans travaux d'un logement neuf ou dans l'ancien si ce dernier est acheté auprès d'un organisme HLM, ou la construction d'un logement. S'il s'agit d'un logement neuf, construit ou acheté en vue d'une première occupation, il doit respecter la réglementation thermique RT 2012 ou bénéficier d'un label BBC 2005. Les modalités du prêt à taux zéro + sont fonction du coût total de l'opération TTC, du nombre de personnes destinées à occuper à titre de résidence principale le logement et de leurs ressources, de la zone géographique, du caractère neuf ou ancien du logement et de son niveau de performance énergétique globale. Le remboursement du prêt à taux zéro + s'effectue, en fonction des ressources des personnes destinées à occuper à titre de résidence principale le logement, soit en une seule période, soit, lorsqu'il y a un différé de remboursement sur une fraction ou la totalité de son montant, en deux périodes. Pour chaque période, le remboursement s'effectue par mensualités constantes. La durée maximale du prêt à taux zéro + ne peut être supérieure à 25 ans (se renseigner sur les conditions en agence) et sous réserve d'acceptation après étude du dossier par LCL. Exemple de financement d'un montant global de 222 000 € pour un couple avec un enfant, dont le revenu fiscal de référence N-2 est de 39 000 € pouvant bénéficier d'un prêt à taux Zéro + d'un montant de 76 560 €, d'une durée de 300 mois au Taux Effectif Global Annuel de 0,28% assurance incluse (Assurance Décès Invalidité obligatoire incluse de 0,22% l'an pour un emprunteur âgé de moins de 30 ans à la date de l'offre - Contrat assuré par CACI VIE et CACI NON VIE) et sans frais de dossier pour une mensualité assurance comprise de 14,04 € pendant 168 mois puis une mensualité assurance comprise de 594,04 € pendant 132 mois. Le coût total du crédit est de 4 210,80 € assurance incluse. Et avec un prêt de 145 440 € sur 25 années au Taux Effectif Global Annuel de 4,43% assurance incluse (Assurance Décès Invalidité obligatoire incluse de 0,22% l'an pour un emprunteur âgé de moins de 30 ans à la date de l'offre - Contrat assuré par CACI VIE et CACI NON VIE), vous remboursez 300 mensualités assurance comprise de 802,40 €. Le coût total du crédit est 95 280 € assurance incluse et frais de dossier offerts, sous réserve des charges liées aux garanties éventuelles. L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours. La vente est subordonnée à l'obtention du prêt, si ce dernier n'est pas obtenu, la vente est annulée et le vendeur est tenu de rembourser les sommes versées par l'emprunteur. Voir conditions en agence. «Prêteur : Crédit Lyonnais SA au capital de 1 847 860 375 € - SIREN 954 509 741 - RCS Lyon - siège social : 18 rue de la République 69002 Lyon – siège central : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex - inscrit sous le numéro d'immatriculation d'intermédiaire en assurance ORIAS : 07 001878». GRENADINES & CIE - Illustration non contractuelle destinée à exprimer une intention architecturale d'ensemble et susceptible d'adaptations. Les appartements sont vendus et livrés non aménagés et non meublés - 309 021 277 RCS PARIS